



RÉNOVATION DU SOL SPORTIF GYMNASSE HENRI BROSSARD 61600 LA FERTE MACE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

Date et heure limite de réception des plis : **Le 29 Avril 2022 à 12h00**

Visite obligatoire sur rendez-vous.

Adresse du pouvoir adjudicateur

Ville de La Ferté Macé

Place de la république
61600 LA FERTÉ MACÉ

Profil acheteur (WEB)

Adresse internet du pouvoir adjudicateur

<https://lafertemace.fr>

Adresse de la plateforme de dématérialisation

<https://www.medialex.fr>

Procédure de consultation :

Le présent marché est un marché à procédure adaptée, soumis aux dispositions des articles 28 et 40-II du Code des marchés publics.

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

A ☒ TRAVAUX

B ☐ FOURNITURES

C ☐ SERVICES

1 Identification de l'organisme qui passe le marché

1 ☐ Etat 2 ☐ Région 3 ☐ Département 4 ☒ Commune

5 ☐ Etablissement public national* 6 ☐ Etablissement public territorial 7 ☐ Autres

* Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.

2 Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

Nom de l'organisme : Ville de La Ferté Macé		Pouvoir Adjudicateur représenté par Le Maire	
Adresse : Place de la République		Code postal : 61600	
Ville : La Ferté Macé		Pays (autre que la France) :	
Téléphone : 02.33.14.00.40		Poste :	
Télécopieur :	Adresse de courrier électronique (courriel) : mairie@lafertemace.fr pour les questions administratives et questions techniques : services.techniques@lafertemace.fr		Adresse internet (U.R.L.) :

3 Objet du marché

La présente consultation concerne la rénovation du sol sportif du gymnase Henri BROSSARD.

3.1. Type de marché et forme du marché

Le présent marché est un marché à procédure adaptée, soumis aux dispositions des articles 28 et 40-II du Code des marchés publics

3.2. Enveloppe financière

La part de **l'enveloppe financière prévisionnelle** affectée aux travaux fixés par le maître d'ouvrage et de **75 000€ HT**

4 Lieu d'exécution

2 Rue de Ludlow LA FERTÉ MACÉ (61), Orne, FRANCE

5 Caractéristiques principales

5.1. Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux)

Les prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

5.2. Variantes

Les variantes sont autorisées.

6 Division en lots

6.1. Prestations divisées en lots

☒ non ☐ oui

6.2. Possibilité de présenter une offre pour

☐ un lot ☐ plusieurs lots

7 Durée du marché ou délai d'exécution

7.1 Durée du marché

7.2 Date prévisionnelle de début des prestations

2ème trimestre 2022 Juillet et Août 2022

8 Visite des locaux

Visite possible sur site, sur rendez-vous.

9 Conditions relatives au marché

9.1 Cautionnement et garanties exigés

Sans objet.

9.2 Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

Le mode de règlement est le virement. Le délai de paiement est de 30 jours. La non observation du délai de paiement, à compter de la réception de la facture, ouvre droit aux intérêts moratoires à la charge de l'établissement débiteur dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

9.3 Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services (le cas échéant)

Les entreprises candidates peuvent présenter une offre seule ou sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire conformément aux dispositions des articles R2142-19 et R2142-20 du code de la commande publique.

Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. Toutefois, les candidats sont informés que :

- Il leur est interdit de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- Il leur est interdit de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant en qualité de membre de plusieurs groupements.

9.4 Présentation des candidatures ou des offres

Les candidatures et/ou offres seront présentées en langue française.

10 Conditions de participation

10.1 Pièces relatives à la candidature

A l'appui de sa candidature, le candidat transmet les éléments permettant d'apprécier sa capacité juridique ainsi que ses capacités professionnelles, techniques et financières.

Les entreprises ayant moins de trois ans d'existence prouveront, par tout moyen, qu'elles possèdent les capacités professionnelles, techniques et financières requises.

En application de l'article R2143-13 du Code de la commande publique, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les justificatifs que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel, ou d'un espace de stockage numérique, dès lors que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations permettant leur consultation et d'y accéder gratuitement. Attention, cette faculté ne peut concerner que des documents génériques, et en aucune façon des documents qui ne peuvent, de par leur nature, qu'être spécifiques à la consultation en cours.

10.2 Présentation de la candidature

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si elles sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, **datées et signées** par lui :

Pièces de la candidature :

- lettre de candidature indiquant les conditions de la candidature et, le cas échéant, de l'habilitation du mandataire (**le candidat peut utiliser, à cet effet, le formulaire DC1, ancien DC4**) (*uniquement pour le mandataire*)

Pour chaque candidat prestataire, membre d'un groupement :

- déclaration du candidat précisant obligatoirement le nom et la qualité des personnes habilitées à engager la société ou tout autre document permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier la capacité et la qualité du(des) signataire(s) (**chaque co-traitant pourra utiliser le formulaire DC2, ancien DC5**) (*mandataire et pour chaque membre de l'équipe*)

1) Les renseignements concernant la **situation juridique de l'entreprise**, tels que prévus à l'article 44 du Code des marchés publics :

- a) si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du(des) jugement(s) prononcé(s) ;
- b) une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier :

- qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au 31 décembre de l'année qui précède le lancement de la consultation,

- qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir,

- qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1 à L.8221-2 et L.8223-1 à L.8221-5, L.5221-8 et L.8251-1, L.8231-1, L.8241-1 à L.8241-2 du Code du travail modifié.

et qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du Code des marchés publics concernant les interdictions de soumissionner,

- être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.5212-1 à L.5212-4, L.5214-1 et L.5129-9 à L.5212-11, L.5212-5 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

2) Les renseignements permettant au maître d'ouvrage d'évaluer **l'expérience et la capacité professionnelle, technique et financière de l'entreprise**, tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :

Au titre de la capacité économique et financière du candidat :

- a) la déclaration concernant le **chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations**, objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- b) la preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Au titre de la capacité professionnelle et technique du candidat :

- c) la déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement** pour chacune des trois dernières années ;
- d) la déclaration indiquant **l'outillage, le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;

Au titre de l'expérience et des capacités professionnelles du candidat :

- e) la présentation d'une **liste de missions réalisées au cours des trois dernières années** indiquant notamment l'opération, le montant, le contenu de la mission, l'importance du projet, la date et le maître d'ouvrage public ou privé, les prestations exécutées en propre et celles sous-traitées.
- f) **l'indication des titres d'études et professionnels** des responsables et exécutants de la mission de maîtrise d'œuvre envisagée.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuiera pour présenter sa candidature, le candidat produira les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produira un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pour faciliter les démarches administratives des candidats, des formulaires normalisés (DC1 et DC2 dans leur dernière version de septembre 2010) et regroupant certains renseignements énumérés ci-dessus, sont disponibles sur le site <http://www.minefe.gouv.fr>, thèmes/marchés publics.

Les prestations sont-elles réservées à une profession particulière ?

☐ non ☒ oui

11 Critères d'attribution

L'Offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction de :

- ☐ des critères énoncés dans le cahier des charges
- ☒ des critères de choix de l'offre énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	50
2-Qualité technique des prestations	30
3-Délai d'exécution des prestations	20

Notation du critère « prix des prestations » : 50 % (50 points)

La notation du candidat se fera sur une échelle de 50, selon le calcul suivant :

Note de l'offre A = (montant de l'offre la moins disante x 50)/montant de l'offre A

Notation du critère « qualité technique des prestations » : 30 % (30 points)

Elle sera appréciée sur 30 points **au vu de la note méthodologique** que les candidats doivent obligatoirement fournir, selon les sous-critères suivants :

- l'approche méthodologique détaillée du déroulement de la mission : 15 % (15 points)
- l'organisation mise en place : 15 % (15 points).

Notation du critère « délai d'exécution des prestations » : 20 % (20 points)

Date souhaitée de commencement des travaux Juillet ou Aout 2022.

La somme des notes pondérées pour l'ensemble des critères permettra d'établir le classement final de l'ensemble des offres reçues.

S'agissant d'une procédure adaptée, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, s'il le juge nécessaire et après examen de l'ensemble des offres, d'engager les négociations avec le(s) candidat(s) ayant présenté l'offre(les offres) la(les) plus intéressante(s).

Au terme de ces négociations, l'attribution du marché de maîtrise d'oeuvre sera prononcée par le pouvoir adjudicateur.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire, en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles 46-I et 46-II du Code des marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à **10 jours**.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant selon le classement des offres.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant du prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition du prix pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire correspondant. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

A l'issue de la consultation, aucune prime ne sera versée aux candidats non retenus.

12 Procédure

Le type de procédure retenue est :

- | | |
|---|---|
| 1 <input type="checkbox"/> Appel d'offres ouvert | 5 <input type="checkbox"/> Marché négocié |
| 2 <input type="checkbox"/> Appel d'offres restreint | 6 <input type="checkbox"/> Dialogue compétitif |
| 3 <input type="checkbox"/> Concours ouvert | 7 <input checked="" type="checkbox"/> Procédure adaptée |

13 Recours au délai d'urgence – Justification

Sans objet.

14 Conditions de délai

Date limite de réception des offres : **le 29 avril 2022 – 12 heures.**

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

15 Autres renseignements

Le marché sera conclu dans l'unité monétaire suivante : « EURO »

15.1 Modalités de communication entre la commune et les candidats :

Depuis le 1er janvier 2010, conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

15.2 Modification des documents remis aux candidats

Sans objet.

15.3 Questions des candidats

Les éventuelles questions peuvent être envoyées à l'adresse suivante : services.techniques@lafertemace.fr

15.4 Conditions d'obtention des documents contractuels et des documents additionnels :

- Procédure dématérialisée

Les dossiers de consultation peuvent être retirés directement sur le site de la Ville : www.mairie@lafertemace.fr.

15.5 Contenu du dossier de la consultation

- Le règlement de consultation ;
- Le CCAP
- Le CCTP
- Les DC1, DC2 (à télécharger par le candidat)

15.6 Modalités de remise des offres

1. Transmission par voie électronique

Remise des plis

Le candidat remet sa proposition de manière dématérialisée sur le site de la plateforme MEDIALEX.

Le candidat devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site. Le candidat est invité à préparer le dépôt de sa réponse dématérialisée dans un délai raisonnable avant la date et l'heure limites de remise des plis.